

Qu'a-t-on fait de ces bébés avortés? Ils n'ont pas été enterrés; au lieu, leurs corps mutilés ont été traités comme des déchets médicaux et ont été incinérés dans les hôpitaux. N'est-ce pas dégoûtant?

Je n'ai pas la preuve que les choses se passent ainsi au Canada, mais dans certains pays les fœtus sont vendus à des fabricants. A la frontière franco-suisse en 1983, des gardes ont intercepté un camion chargé de fœtus humains congelés à destination d'une fabrique de cosmétiques. Des dirigeants d'hôpitaux américains ont révélé qu'ils avaient recueilli \$68,000 d'entreprises commerciales pour la vente d'organes prélevés sur des bébés avortés ou nés prématurément.

Le Canada ne garde pas de données statistiques sur le nombre de bébés nés vivants à la suite d'avortements. Parfois, des incidents se produisent durant l'avortement et un bébé naît vivant. Aux États-Unis, certains de ces bébés survivent, tandis qu'on en laisse mourir d'autres. De fait, des accusations ont été portées contre des personnes qui n'avaient rien fait pour sauver un bébé né vivant à l'occasion d'un avortement.

Tout le monde semble avoir des droits, sauf l'enfant à naître. Il est maintenant temps de reconnaître dans la loi les droits à la vie des enfants à naître.

* * *

LES ORGANISMES BÉNÉVOLES

L'AIDE APPORTÉE PAR LES SERVICES DE POLICE DE TORONTO À
DES ÎLES DES ANTILLES MEMBRES DU COMMONWEALTH

M. Bob Pennock (Etobicoke-Nord): Monsieur le Président, en octobre dernier, les services de police du Grand Toronto m'ont demandé de leur venir en aide afin d'assurer le transport de dons en marchandises qu'ils avaient recueillis à l'intention de la population de certaines îles des Antilles membres du Commonwealth, notamment la Grenade et la Jamaïque. Ce programme, lancé par le *Commonwealth Caribbean Committee*, ne possède aucun budget et ne fonctionne que grâce à la participation de bénévoles soucieux d'offrir leur aide.

Au nom du comité, je remercie le ministre de la Défense nationale (M. Nielsen) qui a accepté de faire transporter dans des appareils Hercule des Forces armées canadiennes des fournitures d'hôpital ainsi que du matériel pédagogique à destination des Antilles. Voici, à propos de cette collaboration, un passage de la lettre que m'ont fait tenir les services de police du Grand Toronto:

Ce programme est important pour la population défavorisée des Antilles membres du Commonwealth, adultes et enfants. C'est la preuve que les Canadiens s'intéressent en tant que peuple à des moins nantis.

Non seulement le gouvernement s'intéresse aux régions en développement des Antilles, mais il le montre en prenant des mesures qui profiteront directement aux personnes qui sont dans le besoin. Oui, le gouvernement a du cœur.

Article 22 du Règlement

[Français]

LES ASSURANCES

LE PRIX DE L'ASSURANCE-RESPONSABILITÉ DE L'ÉQUIPE
NATIONALE DE SKI—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Alfonso Gagliano (Saint-Léonard-Anjou): Monsieur le Président, nous venons d'apprendre que le prix de l'assurance-responsabilité de l'Équipe nationale de ski a été augmenté de 420 p. 100, de sorte que cette association devra déboursier \$150,000 de plus qu'elle ne s'attendait à payer cette année.

Nous nous demandons si le gouvernement conservateur était sérieux quand il annonçait la semaine dernière qu'il viendrait en aide à nos skieurs canadiens. Les résultats sont néfastes à un point tel que l'Association canadienne de ski n'est pas sûre si elle va prendre une telle assurance à cause du manque de fonds. Est-ce que le gouvernement conservateur va assumer ses responsabilités et payer la différence de \$150,000 et ainsi permettre à nos athlètes de participer aux compétitions internationales? Le gouvernement conservateur permet aux compagnies d'assurance de tenir nos athlètes en otage.

Ce matin, nous apprenions, monsieur le Président . . .

[Traduction]

Que l'énorme augmentation des taux d'assurance pourrait obliger à renoncer aux championnats mondiaux de parachutisme qui doivent avoir lieu en Colombie-Britannique en 1987.

Comment le gouvernement peut-il laisser cela se produire?

* * *

• (1415)

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

ON DEMANDE DE SIMPLIFIER

M. Dave Nickerson (Western Arctic): L'actuelle Loi de l'impôt sur le revenu peut seulement être qualifiée de collection d'articles incompréhensibles. Comment un principe relativement simple a-t-il pu devenir un tel monstre? Essentiellement par le fait que ce sont les idées des libéraux et des néo-démocrates qui ont prévalu pendant des années. Les socialistes voient l'impôt avant tout comme un moyen de redistribuer les revenus des secteurs productifs en faveur des secteurs improductifs de notre société. Pendant qu'ils étaient au pouvoir, les libéraux, aidés de leurs amis du parti néo-démocrate, ont empilé les unes par-dessus les autres un tas de modifications, toutes plus incompréhensibles les unes que les autres.

Le moment est venu de faire un réel effort pour simplifier le régime fiscal et le rendre compréhensible. Le principe fondamental de l'impôt est d'obtenir, de façon aussi indolore et aussi équitable que possible, l'argent nécessaire à des fins publiques.

Nous devons décaper les couches jaunies de vernis socialiste pour restaurer un régime fiscal juste, honnête, équitable et compréhensible.